

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le  
28/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**société WIENERBERGER**

**Carrière d'argiles située au lieu-dit "La Criblerie"**

**Commune du Val Saint Germain**

Code AIOT : 0006506628

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans la carrière exploitée par la société WIENERBERGER implantée au lieu-dit "La Criblerie" sur le territoire de la commune du Val-Saint-Germain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée dans le cadre de la cessation d'activité de la carrière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIENERBERGER - Le Val-Saint-Germain
- CRIBLERIE 91630001 91530 Le Val-Saint-Germain
- Code AIOT : 0006506628
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WIENERBERGER, dont le siège social est situé 8 rue du Canal - Achenheim - 67087 STRASBOURG CEDEX 02, était autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2012, à exploiter à ciel ouvert une carrière d'argiles sise aux lieux-dits "La Criblerie" et "Les Friches" sur la commune du Val-Saint-Germain pour une durée de 10 ans.

La carrière d'une superficie d'environ 11 hectares est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.



## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Remblaiement des plans d'eaux propice à la baignade	AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2021, article 1 et 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rapport final - remblaiement de la carrière	AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2021, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Dispositions relatives à la remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article III-14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 07/02/2023, article R. 512-39-1	/	Sans objet
2	Interdiction de l'accès aux installations	Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article III-15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit terminer le remblaiement des plans d'eau de la carrière et compléter son mémoire de cessation d'activité en conséquence.

### 2-4) Fiches de constats



**N° 1 : Notification de la cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 07/02/2023, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification de la cessation d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p><b>Constats :</b> Par arrêté préfectoral du 19 août 2021, la société WIENERBERGER a été mise en demeure de notifier au préfet de l'Essonne la date de l'arrêt de l'installation, comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.</p> <p>Au 15 février 2023, la cessation d'activité de la carrière n'a pas été notifié officiellement au préfet. Un projet de mémoire portant sur la remise en état de la carrière a été transmis par mail à l'inspection.</p> <p>La cessation a été officiellement notifiée au préfet par courrier du 16 février 2023.</p> <p>L'ensemble de la clôture a été remise en état et des panneaux interdisant l'accès ont été mis en place à intervalles réguliers.</p> <p>La non-conformité est levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 2 : Interdiction de l'accès aux installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article III-15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction de l'accès aux installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlée. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.  L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des zones en eau.  Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. <b>Constats :</b> Pour rappel, lors des visites d'inspection du 31 juillet 2018 et 11 juin 2021, l'inspection avait constaté la présence de clôtures abîmées et arrachées.  Par arrêté préfectoral du 19 août 2021, l'exploitant avait alors été mis en demeure de prendre les mesures correctives nécessaires afin d'interdire au public l'accès aux installations.  Le 15 février 2023, l'inspection a réalisé un tour complet du site : une clôture d'environ 2,50 m de hauteur a été mise en place sur tout le périmètre de l'installation.  Des pancartes indiquant l'interdiction d'accès au public ont été apposées sur la clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Remblaiement des plans d'eaux propice à la baignade**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2021, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Remblaiement des plans d'eaux propice à la baignade
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1er  La société WIENERBERGER SAS, exploitant une carrière située aux lieux dits "La criblerie" et "Les Friches" sur la commune du Val-Saint-Germain, met en œuvre le remblaiement de tous plans d'eaux propice à la baignade, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la présente décision.  Article 2  Le remblaiement ne peut être réalisé qu'avec les déblais issus de l'excavation de la carrière. La côte NGF ne doit dépasser la côte NGF des terrains adjacents.  <b>Constats :</b> Le 15 février 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant avait remblayé la majeure partie des plans d'eaux propice à la baignade mais pas la totalité : un plan d'eau existe toujours ce qui est contraire à l'article 1er du présent arrêté de mesures d'urgences.  La non-conformité n'est donc pas levée.  L'exploitant finira de combler le dernier plan d'eau propice à la baignade avec les déblais issus de l'excavation de la carrière. Si l'exploitant a besoin de matériaux extérieurs à la carrière, l'exploitant en fera la demande à l'inspection afin de modifier le présent arrêté de mesures d'urgences. I Par ailleurs, la remise en état du site dans l'arrêté d'autorisation de 2012 ne correspond plus au projet actuel. Pour clôturer la cessation, une modification de l'arrêté de 2012 sera engagée également en parallèle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 4 : Rapport final - remblaiement de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 19/08/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport final - remblaiement de la carrière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société WIENERBERGER SAS établit un rapport final transmis à l'inspection des installations classées sous un mois à partir de la fin du remblaiement.  Ce rapport contient a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nouveau plan topographique ;</li><li>- la quantité de déblais utilisés ;</li><li>- la justification de la provenance des déblais ,</li><li>- l'ensemble des informations de remblaiement ;</li><li>- la description des incidents et accidents, le cas échéant.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le rapport final susvisé remis à l'inspection est incomplet. Il manque le plan topographique à jour.  Le rapport doit donc être complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 5 : Dispositions relatives à la remise en état du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2012, article III-14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Dispositions relatives à la remise en état du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Remise en état du site  L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.  La remise en état comporte les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,</li><li>- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site,</li><li>- recréation de l'ensemble des chemins exploités et notamment remis en état du chemin rural n°14.</li></ul> La remise en état de la carrière est réalisée conformément au plan de l'état final de la carrière joint en annexe au présent arrêté ainsi qu'aux dispositions demandées ci-dessus.  Les talus remis en état ont une pente maximale de 34°
<b>Constats :</b> Le 15 février 2023, l'inspection a constaté la présence du chemin rural n°14 (prescrit dans la remise en état).  L'exploitant transmettra à l'inspection les documents justifiant que les talus remis en état ont une pente maximale de 34°.  Par ailleurs, la remise en état de la carrière prévoit la plantation d'arbres notamment sur la zone remblayée.  L'exploitant doit compléter son mémoire de remise en état en ce sens.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois